

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Les Français et les 35h à l'hôpital

1. Le SIG a testé ce week-end le projet de M. Hirsch de réorganisation des 35 heures à l'hôpital. Il en ressort des jugements *a priori* contradictoires :

- 64% en ont entendu parler. Soit un **niveau de notoriété élevé** compte tenu de la couverture médiatique, signe qu'il s'agit pour les Français d'un vrai sujet qui interpelle.
- **Ceux qui en ont entendu parler ont un *a priori* plutôt favorable** (52% contre 43%). La gauche l'approuve (54% dont 62% au PS) autant que la droite (55%).
- Pour autant, **ils ne pensent pas que cela va permettre de faire de réelles économies sans dégrader la qualité des soins**. Formulé en alternative, 63% pensent ainsi que « *raccourcir de quelques minutes par jour la durée de travail* » est « *plutôt une mauvaise chose car cela va dégrader les conditions de travail du personnel hospitalier* » contre 35% qui pensent que c'est « *plutôt une bonne chose car cela va réduire le coût des journées non prises* ».

2. Pour expliquer cette apparente contradiction, il faut en revenir au tiraillement des Français sur l'hôpital, bien mis en lumière par une récente étude Ipsos pour la Fédération hospitalière de France :

- Les Français sont **particulièrement attachés au système hospitalier actuel** : 9 sur 10 en ont une « *bonne image* » ; estiment qu'il prodigue « *des soins de qualité* » ; et qu'il offre cette même qualité de soin « *à tous quel que soit son milieu social* » – égalité précieuse alors que les difficultés d'accès aux soins ou la peur de rencontrer un jour des difficultés sont croissantes.
80% jugent même que c'est « *un modèle pour de nombreux pays dans le monde* ». Les sources de fierté ne sont pas si nombreuses...
- **Mais 89% pensent qu'il est « *en danger* »**. Les principales menaces identifiées sont « *le manque de personnel* » (70%) et « *l'exigence de rentabilité économique* » (58%). Les Français ont cependant bien conscience que ce modèle « idéal » doit s'adapter, et que réduire les déficits est vital pour préserver ce à quoi ils tiennent tant. 51% jugent d'ailleurs qu'il est encore possible de « *faire des économies importantes sans mettre en danger la qualité des soins* ».

Ils sont donc **loin d'être hostiles à toute réforme**. Sont en particulier approuvées les idées de rendre obligatoire la consultation d'un généraliste en cas de problème léger avant d'aller aux urgences ; l'instauration d'un paiement minimum aux urgences si le problème peut être traité par un généraliste ; ou tout ce qui concerne l'ambulatoire. Pour chacune de ces mesures, les

Français pensent à 80% qu'elles seront « *indispensables* » et à plus de 60% qu'elles sont « *souhaitables* ».

Le seul sanctuaire demeure le remboursement des frais de santé, auquel il ne faut pas toucher (moins de 10% d'approbation...).

➤ **Le niveau de notoriété du projet de M. Hirsch indique que se joue quelque chose d'important pour l'opinion :**

- non pas parce que l'on s'attaquerait aux 35 heures (il n'y a pas de « spécificité hospitalière » sur ce sujet : 52% se disent favorables à leur suppression à l'hôpital, soit exactement la même proportion que ceux qui souhaitent leur suppression pour l'ensemble des salariés).
- mais **parce qu'il s'agit d'un test sur notre capacité à préserver un système auquel les Français sont très attachés – et l'un des rares dont ils soient fiers ! – mais dont ils savent la fragilité.**

Certains pourraient même voir une certaine logique à ce que la gauche cherche à résoudre le problème des 35 heures à l'hôpital, puisqu'elle en est à l'origine...

➤ **Tout l'enjeu sera donc de faire comprendre que la réforme proposée ne porte pas atteinte à la qualité des soins, mais accroît l'efficacité et pérennise le financement de l'hôpital public.**

Les Français peuvent le comprendre : le sentiment, écrasant, d'un système « en danger » indique que l'alternative est d'ores-et-déjà moins, dans les esprits, entre « *statu quo* » ou « dégradation des soins », qu'entre « *statu quo* qui mène à une impasse » ou « aménagement pour sauvegarder les principes essentiels » (qualité de soins, égalité d'accès, etc).

➤ **En cas de succès enfin, ce pourrait être un bon signal de volonté réformiste, de courage et de capacité à sortir des postures – sans remettre en cause les principes – pour résoudre des problèmes qui inquiètent les Français.**

Adrien ABECASSIS